



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 15/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COM. COMMUNES PAYS ENTRE LOIRE & RHONE

(C.O.P.L.E.R.)

6 rue de la Tête Noire
42470 Saint-Symphorien-de-Lay

Références : UID4243-DSSP-024-0168

Code AIOT : 0006110264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement COM. COMMUNES PAYS ENTRE LOIRE & RHONE implanté (C.O.P.L.E.R.) Lieu-dit Matard 42470 Saint-Symphorien-de-Lay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COM. COMMUNES PAYS ENTRE LOIRE & RHONE
- (C.O.P.L.E.R.) Lieu-dit Matard 42470 Saint-Symphorien-de-Lay
- Code AIOT : 0006110264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux et traitement de déchets non dangereux

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 12/01/2016, article 4	Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective	6 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/05/1996, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/05/1996, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
7	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 10/05/1996, article 6.3	Demande d'action corrective	15 jours
8	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/05/1996, article 6.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 10/05/1996, article 7.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
10	Gestion administrative des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stockage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 12/01/2016, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra revoir la gestion des eaux polluées sur son site. Une mise en demeure est proposée à M. le Préfet de la Loire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2016, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du site
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques ICPE
Constats : Le site est soumis au régime de la déclaration pour la rubrique 2794 (broyage de déchets végétaux non dangereux), avec une quantité maximale broyée journalière de 8 T/j. L'exploitant indique qu'en 2023, 3 campagnes de broyage ont eu lieu, chacune se déroulant sur 2 jours. Au total, entre 700 et 800 tonnes ont été broyées en 2023. Cela représente en moyenne entre 120 et 130 T par jour de broyage, ce qui est très largement supérieur au seuil autorisé dans l'arrêté préfectoral du site. A noter que le seuil de la rubrique 2794 est calculé avec des quantités journalières maximales et non moyennes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le site n'est actuellement pas autorisé à broyer autant de déchets verts par jour. De ce fait, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour sa situation administrative en déposant un dossier de demande de demande d'enregistrement sur le site Service-public.fr, dont les modalités sont décrites à l'adresse suivante : https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R57779 . Il est conseillé à l'exploitant de se faire accompagner par une société spécialisée pour la rédaction de ce dossier. Ce point fera l'objet d'un arrêté de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Stockage des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Locaux d'entreposage des déchets dangereux
Prescription contrôlée : Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries.
Constats : Les locaux de stockage des déchets dangereux (batteries, extincteurs, cartouches d'encre, cartouches de gaz, piles, huiles et produits chimiques) sont fermés sur trois côtés et abrités des intempéries. Les déchets sont signalés par des panneaux lisibles et les zones de stockage sont clairement séparées. Il a été constaté que 2 palettes de batteries non filmées sont présentes à l'air libre, non protégées des intempéries. L'exploitant a aussitôt placé celles-ci sous abri. 3 caisses fermées de batteries sont présentes devant le local administratif.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra dorénavant veiller à ce qu'aucun stockage de batteries ne soit fait en extérieur, non protégé des intempéries.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats : Cette disposition entrera en vigueur en juillet 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra donc transmettre à l'inspection son plan de défense contre l'incendie, ainsi qu'aux services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois
N° 4 : Maîtrise des sinistres
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et exercices
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette disposition entrera en vigueur en juillet 2024.</p> <p>Le site est déjà doté d'un moyen d'alerte (téléphone portable) en cas d'incendie ou d'accident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> - organiser un exercice de défense contre l'incendie en présence des services d'incendie et de secours. Un compte rendu leur sera transmis ainsi qu'à l'inspection. - former les opérateurs du site sur la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un retour sur la formation sera fait auprès de l'inspection
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/1996, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif anti-retour
Prescription contrôlée : Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.
Constats : Le site ne dispose pas d'un tel équipement sur son réseau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est donc demandé à l'exploitant de faire installer un disconnecteur muni d'un dispositif anti-retour. Les justificatifs adéquats seront transmis à l'inspection. Pour information, cet équipement doit être contrôlé annuellement. Les justificatifs doivent être conservés et tenus à disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/1996, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les éléments suivants : [...] les plans tenus à jour de l'ensemble des installations et de chaque équipement annexe.
Constats : Le plan du site faisant apparaître les réseaux a récemment été révisé, suite aux diverses modifications survenues sur le site. Cependant, la réserve incendie (bâche souple) ne figure pas sur le plan.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra donc compléter son plan du site et faire apparaître une légende permettant de comprendre la localisation des réseaux du site et leurs exutoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/1996, article 6.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site
Prescription contrôlée : [...] Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.
Constats : Des déchets (plastiques, polystyrène) sont présents derrière le bâtiment de stockage des déchets dangereux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est donc demandé à l'exploitant de procéder à un nettoyage de cette partie du site. Pour rappel, les abords du site doivent être maintenus en parfait état de propreté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/1996, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de matériaux incombustibles
Prescription contrôlée : Les aires de réception des déchets et les aires de stockage de produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.
Constats : Le site est doté de casiers de stockage de gravats, plâtre, terre et cailloux. Le casier de stockage de gravats déborde sur l'arrière du fait de la hauteur insuffisante de la réhausse du casier, ce qui a entraîné le dépôt de déchets hors de la zone prévue à cet effet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est donc demandé à l'exploitant de revoir son système de stockage des déchets en casiers, afin d'éviter le dépôt accidentel de déchets hors de la zone prévue. Les justificatifs adéquats seront transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/1996, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

Sont interdits, tous déversements, écoulements, rejets, dépôt directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.

Constats :

Le site dispose d'un bassin de rétention, qui collecte l'ensemble des eaux de ruissellement du site. Un exutoire de rejet en fond de bassin permet de maintenir un niveau toujours bas. Les eaux sont ensuite rejetées dans le ruisseau en contrebas du site, le Gand.

Un séparateur à hydrocarbures existe a priori en sortie du bassin de rétention, mais l'exploitant n'en est pas certain et n'a jamais procédé à son nettoyage. De plus, en cas de pollution accidentelle (en suite d'un incendie par exemple), aucun système de confinement des eaux polluées n'est présent afin d'éviter la pollution du milieu naturel.

Une surverse du bassin de rétention est présente, ce qui est contraire à l'objectif d'un tel bassin.

Un bassin régulateur de crues a récemment été créé en contrebas du parking du personnel, dans l'objectif de collecter les volumes excédentaires d'eau via des grilles sur le parking et une canalisation dirigée vers ce bassin. Cependant, en cas de pollution accidentelle sur cette partie du site, les eaux polluées peuvent s'infiltrer dans le sol (le bassin régulateur de crues n'étant pas imperméable) ou déborder en cas de volumes importants, sans qu'un système de confinement ou de collecte ne soit prévu dans ce cas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est donc demandé à l'exploitant de revoir la gestion des eaux polluées du site, en améliorant les points suivants :

- entretien du séparateur à hydrocarbures (si existant) : celui-ci devra être curé annuellement; les déchets issus du curage devront être éliminés en tant que déchets dangereux et les justificatifs seront tenus à la disposition de l'inspection. Dans le cas où aucun séparateur à hydrocarbures n'est présent, l'exploitant devra en faire installer un.

- reprise du bassin de rétention : un système de confinement (vanne de barrage par exemple) devra être mis en place, qu'il soit automatique (asservi à une détection incendie par exemple) ou manuel, de sorte à disposer d'une véritable capacité de rétention. A ce titre, afin de savoir si la capacité du bassin existant est suffisante pour contenir les eaux d'extinction du site ainsi que des précipitations survenant en même temps que l'incendie, l'exploitant devra transmettre à l'inspection la justification du calcul du volume de rétention nécessaire, en utilisant la règle D9A, disponible ici : <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-36278-guide-cnpp-D9A.pdf>

La surverse du bassin devra également être supprimée, afin d'éviter le déversement accidentel d'eaux polluées dans le milieu naturel. L'exploitant devra cependant veiller à maintenir un niveau bas en permanence dans le bassin de rétention, par les moyens qu'il jugera bons, afin de conserver le volume nécessaire à la rétention d'eaux polluées.

<p>- reprise des réseaux : les eaux de ruissellement du parking du personnel devront être canalisées afin de pouvoir être traitées par le séparateur à hydrocarbures ou confinées en cas de pollution.</p> <p>- un nettoyage de la zone des bassins devra être effectué, afin de pouvoir faciliter leur accès.</p> <p>Un plan d'actions associé à un échéancier de travaux est demandé à l'exploitant.</p> <p>Une mise en demeure sur ce point est proposée à M. le Préfet de la Loire</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Gestion administrative des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

<ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortants du site via un registre dématérialisé et le tient à jour, mais celui-ci n'est pas complet. De plus, l'historique des sorties de déchets n'est pas conservé, le fichier étant écrasé chaque mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant de compléter son registre des déchets sortants avec les informations manquantes. Le registre doit faire apparaître l'intégralité des sorties, par exemple mois par mois, afin de pouvoir établir un bilan annuel et comparer avec les quantités de déchets autorisées sur site. Sur ce point, l'exploitant devra transmettre à l'inspection un comparatif entre les quantités maximales autorisées par son arrêté préfectoral et les quantités effectivement présentes sur site en 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>